La Commune de Paris
Imposée et defendue les armes à la main (p.8)

l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
16 mars 1976

No 449

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

ESSOR DES LUTTES ETUDIANTES

De faculté en faculté, dans la France entière, le mouvement étudiant contre la réforme Soisson prend de plus en plus d'ampleur. Par la grève des cours, l'occupation des locaux, voire la séquestration des recteurs, les étudiants entendent satisfaire leurs revendications et remettre en cause un système basé sur la sélection.

A Limoges depuis deux semaines, les étudiants de la faculté de Sciences sont en grève. A Montpellier, plusieurs milliers d'étudaints ont manifesté contre le projet Soisson dans les rues de Montpellier. Des heurts entre CRS et manifestants ont eu lieu devant la préfecture. Le doyen a décidé de fermer la faculté et à démissionné de ses fonctions. A Rennes contre les étudiants en Lettres, Sciences et Droit depuis plusieurs semaines en grève, le conseil de l'université de Rennes joue le chantage en menaçant d'annuler les examens de juin.

A l'université de Paris I, les étudiants (Droit et Sciences économiques) ont voté à une trés forte majorité la grève immédiate et illimitée des cours et travaux pratiques vendredi dernier pour protester contre la réforme du second cycle de l'enseignement supérieur.

A Toulon, les étudiants de l'Institut universitaire de Technologie et du centre universitaire du Var sont en grève depuis jeudi et demandent l'abrogation du décret de réforme du second cycle, l'insuffisance des locaux,etc.

A Brest, 3 facultés sont en grève. La présidence de l'université à été occupée pendant quelques heures. Mardi dernier 1 000 étudiants ont manifesté aux côtés des travailleurs de l'arsenal et se sont heurtés aux faux communistes de l'UNEF et du service d'ordre de la CGT appelant les étudiants à se séparer des travailleurs. Mercredi, 12 000 étudiants ont occupé la chambre patronale de Brest. Les normaliens du Finistère se sont joints à la grève.

Partout une même volonté de solidarité aux travailleurs en lutte

Elections cantonales

Le Parti socialiste, premier parti de la bourgeoisie

Les lampions du cirque électoral sont maintenant éteints. Les partis de la bourgeoisie qui en étaient les vedettes font maintenant leurs comptes, supputent leurs pertes ou leur gains, s'en prennent aigrement à leurs rivaux ou alliés pour expliquer qu'ils ne soient pas plus substantiels.

Ce round politique avait valeur de sondage pour les enjeux plus importants dans leur appétit de pouvoir : les prochaines élections municipales en 1977, les prochaines législatives en 1978, les prochaines présidentielles en 1979 puisque chacune des années à venir nous offrira l'une de ces «batailles» électorales chères à ces marchands d'illusions.

La participation des électeurs a été légèrement supérieure à celle du premier tour, confirmant une tendance enregistrée alors. Sauf bien entendu dans ces régions dont on ne parle jamais dans ces occasions : les prétendus «Départements et Territoires d'Outre-mer» où l'abstension est toujours massive aux élections coloniales.

Aux derniers chiffres fournis, sur 1 815 cantons, 879 sont actuellement aux mains de la majorité, 841 à l'«Union de la gauche», 95 autres ne sont pas encore clairement répartis entre majorité et opposition.

La majorité gouvernementale pavoise par habitude et par principe mais du bout des lèvres. Son score n'est pas brillant et les différentes formations de la coalition gouvernementale se renvoient la balle pour s'en faire porter le chapeau.

Le Parti socialiste triomphe avec une fausse discrétion et se gargarise de se voir promu au rang de premier parti bourgeois de France, distinction qui fait désormais de lui l'arbitre des jeux électoraux.

Quant aux dirigeants du parti révisionniste qui continue de stagner, ce qu'ils appellent «consolider leurs positions», ils ont du mal à contenir leur rage contre leurs alliés socialistes aux dents trop longues que Marchais accuse violemment de ne pas respecter les règles du jeu. La réunion de bilan des trois partis de «l'Union de la gauche» qui se tient aujourd'hui au siège du PCF risque fort d'être orageuse et la querelle PC-PS connaîtra sans doute prochainement de nouveaux développements. Bon gré, mal gré, ils sont pourtant obligés de tenir leurs chars enchaînés l'un à l'autre s'ils veulent continuer à tromper sur l'existence de leur fameuse «Union de la gauche». Mais cela ne les empêche pas de se faire des crocs en jambe tout le long du parcours.

Mitterrand représente le chef de file du courant de la bourgeoisie favorable à des compromis à une collaboration avec le social-impérialisme russe et les forces prosoviétiques pour tenter de sauver le système capitaliste en France.

La consécration du Parti socialiste comme premier parti bourgeois de France constitue un danger certain dans la mesure où, en coulisse, c'est bien l'URSS qui tient les rênes du char de l'Union de la gauche au profit de ses plans expansionnistes.

La classe ouvrière, les petits paysans, les employés, étudiants et lycéens dont les luttes s'approfondissent tous ces jours-ci n'ont rien à attendre de tous ces tenants du système capitaliste, qu'ils se disent de «droite» ou de «gauche». Ils les rencontrent en effet tous sur le chemin de leur combat révolutionnaire. Et celui-ci les balaiera tous tôt ou tard.

Confusion à Beyrouth

Onze mois exactement après le début de la guerre civile le Liban se trouve une fois de plus à la croisée des chemins depuis le coup de force de jeudi soir qui a promu le général Aziz Al Adhab au poste de «gouverneur militaire provisoire». Pour l'heure la confusion politique continue de régner dans le pays déchiré par de multiples factions. *«On en est là, en ce triste dimanche 14 mars, avec trois armées, deux polices, 22 milices, 42 partis... quatre radios et deux télévisions»* **commentait hier matin un éditorialiste de Beyrouth.**

Pourtant l'initiative du général Al Adhab semble avoir rallié un assez vaste consensus national traversant les clivages traditionnels du pays. De nombreux éléments de l'armée, qui avait assisté impuissante et divisée au développement de la guerre fratricide, semblent en effet prendre position en sa faveur. Les deux tiers des députés du parlement ont signé sa pétition, réclamant le départ immédiat du président Frangié dont le mandat expire officiellement en septembre prochain.

(Suite page 2)

Arquettes en Val

Solidarité des viticulteurs

Le souvenir d'Emile Pouytes assassiné par les flics de la bourgeoisie le 4 mars au carrefour de Montredon près de Carcassonne est bien présent dans les esprits de milliers de viticulteurs du Midi. Deux cent viticulteurs des Corbières sont venus samedi à Arquettes-en-Val et ont taillé sa vigne. Ils se sont ensuite rendus à Montlaur, non loin de là pour tailler également la vigne d'un des leurs hospitalisé à Carcassonne.

Semaine de grève dans les transports

Lundin, le trafic du métro est quasiment paralysé par la grève des conducteurs de rames.

Dans leurs revendications ceux-ci exigent un accroissement des effectifs et cent quatre jours de repos par an.

De plus, de jeudi à vendredi après-midi, les agents de conduite des trains de grandes liaisons et des lignes de banlieue feront grève pour exiger une augmentation de leurs salaires.

EGYPTE :
LE PRÉSIDENT SADATE DEMANDE L'ANNULATION DU TRAITÉ D'«AMITIÉ» ÉGYPTO-SOVIÉTIQUE

Le président Anouar El Sadate aannoncé dimanche qu'il avait déposé à l'Assemblée du peuple (parlement égyptien) un projet de loi annulant le traité d'amitié soviéto-égyptien signé en 1971.

Dans le discours de trois heures qu'il a prononcé, le président égyptien a très vivement critiqué la politique soviétique, soulignant que *«les relations égypto-soviétiques avaient abouti à une impasse totale»*.

Il a rappellé que l'URSS avait refusé de fournir des armes à l'Égypte, d'accepter un moratoire sur les dettes égyptiennes et exigé des intérêts sur les dettes militaires. *«Ce faisant*, a-t-il dit, *l'URSS veut exercer sur nous une pression militaire et économique afin de nous obliger à nous agenouiller devant elle.»*

Le président Sadate a également critiqué la politique des «axes» que l'URSS entend appliquer au monde arabe. *«L'URSS* a-t-il déclaré, *se soucie moins de soutenir la Révolution et le mouvement de libération nationale que de préserver ses intérêts nationaux en tant que grande puissance»*.

A la veille de la campagne électorale
LA TENSION MONTE AU PORTUGAL

La campagne électorale pour les élections législatives fixées au 25 avril a déjà commencée de façon sanglante au Portugal. Avant même son ouverture officielle, des bagarres entre colleurs d'affiches ont déjà fait un mort et un blessé grave. Ce dernier, membre du «Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat» (MRPP) aurait été atteint par une balle tirée par un commando du PCP d'Alvaro Cunhal.

Le Sommet socialiste européen de Porto qui s'est ouvert samedi soir par un grand meeting tenu en présence de 4 chefs de gouvernements social-démocrates étrangers, peut également être considéré comme le coup d'envoi de la campagne électorale du Parti socialiste, sur le thème «Le socialisme, l'Europe et le Portugal».

Mario Soarès, leader du Parti socialiste portugais, a réaffirmé à cette occasion que son parti ne conclurait aucune alliance *«Ni avec les forces qui veulent nous écarter de la gauche, ni avec le PCP qui n'est pas démocratique»*.

Le leader prosoviétique, Alvaro Cunhal, déclarait aussitôt au cours d'un meeting électoral à Lisbonne qu'il n'était pas question que le PCP soutienne un éventuel gouvernement socialiste *«en raison des divergences profondes séparant les deux partis à propos de certains aspects fondamentaux de la politique nationale»*, affirmant sans fausse honte, qu'un large suffrage en faveur du PCP était la condition d'un futur gouvernement démocratique au Portugal. Mais cette «démocratie»-là le peuple portugais a eu tout le loisir de la goûter sous les 4è et 5è gouvernements de l'été dernier dominés par le PCP. Et il a déjà fait savoir énergiquement qu'il ne voulait plus en entendre parler.

PANAMA CITY (FLORIDE) :
ACCORD SUR LA NATIONALISATION DE L'ARAMCO

L'un des plus grands monopoles américains du pétrole, l'ARAMCO, auquel participent les compagnies pétrolières Exxon, Texacco, Mobil et Standard Oil, est en passe d'etre nationalisé par l'Arabie saoudite.

Le gouvernement saoudien contrôle déjà depuis 1974, 60 % des actifs de production de l'ARAMCO. Les négociations portaient sur le transfert à l'Arabie saoudite des 40 % restants.

Confusion politique à Beyrouth

UNE ETAPE DECISIVE POUR L'AVENIR DU LIBAN

(Suite de la page 1)

Le populaire annonceur de Radio-Liban, Charifal Al Kahoui, qui avait gagné l'estime de tous ses compatriotes attachés à l'unité nationale du Liban durant la guerre civile lui a apporté son soutien en ces termes : *«nous sommes pour le Liban nouveau,... le Liban uni, l'armée unique. Pour l'accolade entre Achrafieh* (habitée par les chrétiens) *et Basta* (habitée par les musulmans)... *nous lançons ce slogan... Non au tribalisme, au racisme, aux enlèvements et contre-enlèvements»*.

Enfin la Syrie qui avait pesé d'un poids déterminant dans la conclusion de l'accord de cessez-le-feu du 22 janvier, a fait savoir qu'elle considérait l'intervention du général Adhab comme une affaire *«purement libanaise qu'il appartient aux Libanais de régler dans le cadre de leur fraternité nationale»*. C'est également la position adoptée par la Résistance palestinienne qui s'est toujours fermement déclarée en faveur de l'unité nationale du pays et opposée à tout engagement dans les affaires intérieures libanaises.

Face à ce consensus, qui semble se dégager, d'un règlement politique accéléré, le président Frangié qui ne bénéficie plus guère que du soutien des Phalanges opposées à la solidarité arabe et à la présence des Palestiniens, s'accroche obstinément à un pouvoir qui lui échappe de plus en plus.

Dimanche soir le général Adhab a menacé, pour la première fois, de faire appel à la force pour le contraindre à se démettre de ses fonctions. Il a lancé un appel aux soldats libanais, leur demandant de *«prendre les armes contre ceux qui voulaient faire du Liban une multitude de petits États et qui, pour satisfaire leur égoïsme, ont provoqué la mort de milliers de martyrs»*.

Telle quelle la situation au Liban est à nouveau explosive. Des hommes armés incontrôlés ont recommencé à prendre place dans les rues de Beyrouth faisant une vingtaine de morts et procédant à une centaine d'enlèvements au cours de ce seul dimanche. Israël en profite pour se faire menaçante affirmant qu'elle est prête à considérer le Liban *«comme un protectorat syrien dont l'indépendance est vide de tout contenu»* et *«la frontière libanaise comme aussi hostile que les autres»*. Et les deux superpuissances s'emploient, chacune à son profit, à empêcher le Liban de régler ses propres affaires et de consolider son unité et sa stabilité. Le Liban vit donc, une nouvelle fois, une étape décisive pour l'avenir de son destin.

Espagne

LES REVISIONNISTES CONTRE LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DES MASSES

La situation demeure toujours très tendue en Espagne où la répression meurtrière, loin d'étouffer le mouvement révolutionnaire des masses, se montre incapable de stopper son essor.

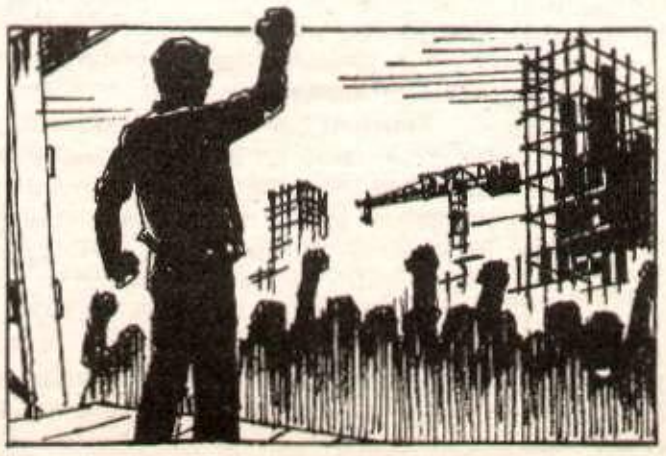
Condamné à l'immobilisme, le gouvernement Juan Carlos voit ses assises politiques s'effriter rapidement. Dans leurs combats présents la classe ouvrière et les masses populaires, au contraire, ont pu mesurer leur force et leur unité.

Juan Carlos commence à sentir les rênes lui échapper. La semaine passée il a fait appel à son père Don Juan, comte de Barcelone, qui pour la première fois s'est rendu à Madrid où il s'est entretenu amicalement avec son fils. Le monarque espagnol espère ainsi récupérer les sympathies que nourrissent pour son père les «forces d'opposition démocratiques espagnoles» dirigées par le parti révisionniste de Santiago Carrillo.

Celui-ci vient de lancer un pressant appel à «l'union de toutes les forces démocratiques avec les institutions permanentes de l'État» afin de permettre dans le pays «un retour à la normalité qui ouvre véritablement la voie vers l'Europe». Mais la «normalité» en Espagne, ce n'est rien d'autre que l'ordre fasciste, avec ou sans Franco ! A la tribune du 25ème congrès du PCUS la vieille dirigeante révisionniste Dolorès Ibaruri (qui réside depuis longtemps à Moscou, ce qui donne la mesure de ses éventuelles divergences avec les patrons du Kremlin) lançait de son côté un appel à la «réconciliation nationale» en Espagne. C'est cet appel que vient de reprendre le comité de coordination de la «plate-forme de convergence démocratique» (socialiste) et de la «junte démocratique» (révisionniste) en demandant au gouvernement assassin l'ouverture d'une «enquête urgente» sur les événements de Vitoria, tout en protestant une nouvelle fois de sa volonté d'un «changement pacifique».

Sentant l'impasse de la bourgeoisie monopoliste espagnole, ces politiciens véreux guettent le moment où ils pourront accéder au pouvoir quitte à être, de bon ou de mauvais gré, dépendant de Moscou pour s'y maintenir.

Mais ce n'est pas pour changer de maîtres que le peuple d'Espagne mène son combat révolutionnaire. Et la vérité chaque jour plus évidente c'est que tous ces messieurs qui prétendent parler en son nom sont absents, rejetés des grandes luttes ouvrières et populaires qui déferlent sur l'Espagne et ébranlent les fondements du régime qui opprime le peuple depuis 40 ans.



nouvelles du monde

ALGERIE :
45 000 RÉFUGIÉS SAHRAOUIS

Le nombre de réfugiés sahraouis arrivés en Algérie a plus que doublé ces dernières semaines, passant de 20 000 à 45 000, annonce la ligue des sociétés de Croix rouge qui lance un appel en leur faveur.

Selon la ligue, ces réfugiés, répartis en 12 camps autour de Tindouf ont surtout besoin de vivres, abris, médicaments, ustensiles ménagers, matériels scolaires et camions citernes.

ITALIE :
RÉVISIONNISME ET CORRUPTION

Un militant du PCI, Renato Corsini, est allé rejoindre en prison l'ex-assesseur socialiste à l'urbanisme Paolo Alvau et trois autres personnes impliquées dans un scandale de construction et de spéculation immobilière à Parme.

Corsini, conseiller de la Caisse d'épargne de Parme est aussi membre de la société propriétaire de terrains sur lesquels devait s'élever une cité satellite de la ville. Quoique la municipalité de Parme, formée d'une coalition PCI-PSI, ait approuvé «la validité des choix opérés» les deux prévenus ont prudemment été suspendus de leurs partis respectifs !

U.S.A. :
LA FRANCHISE DE KISSINGER

Un débat vient de se dérouler au congrès sur l'exportation vers des pays tiers d'usines de recyclage de fuel nucléaire.

Se fondant sur l'exemple récent de la Corée du Sud qui a renoncé à acquérir en France une telle usine, sous les pressions américaines, le sénateur Percy a suggéré que Washington brandisse la menace d'un retrait des troupes américaines d'Europe occidentale afin d'amener Paris et Bonn à composer.

Kissinger lui a immédiatement répliqué que les troupes américaines étaient en Europe occidentale, «avant tout pour défendre les intérêts des USA». Les peuples européens en prennent bonne note !

LE MARÉCHAL TITO EN AMÉRIQUE LATINE

Malgré son grand âge – 84 ans – le maréchal Tito vient de commencer par le Mexique une tournée de visites à plusieurs pays latino-américains.

Reçu par le président Luis Echeverria, le maréchal Tito s'entretiendra avec lui des principaux problèmes actuels du tiers monde et du mouvement des non-alignés dont il est l'un des fondateurs. Le Mexique et le Vénézuela qui, contrairement au Panama, ne sont pas encore membres du mouvement des non-alignés pourraient envisager de le rallier lors du prochain «sommet» qui aura lieu en août prochain à Colombo (Sri Lanka).

NOUVEL ESSAI NUCLÉAIRE AMÉRICAIN

Les USA ont fait exploser dimanche un engin nucléaire souterrain d'une puissance de 500 000 à un million de tonnes de TNT dans le désert de Nevada. La puissance de l'engin était de 25 à 50 fois supérieure à celle de la bombe lâchée durant la dernière guerre sur Hiroshima.

nouvelles intérieures

Prix agricoles

PERSONNE N'EST DUPE

Pendant que Giscard reçoit ses ministres et leurs dames à déjeuner pour se «détendre», les petits paysans s'apprêtent à voir de nouveau une baisse de leurs revenus : en effet, après les derniers accords de Bruxelles, les quelques augmentations de prix sont bien inférieures à la hausse des coûts de productions et du coût de la vie.

Les 2/3 de la collecte annuelle de lait seront augmentés de 3,1 % du 15 mars au 16 septembre et de nouveau 3 % à cette date. Faut-il encore que les prix soient répercutés aux producteurs ce qui n'a pas été le cas en 1975. Or, le nouveau principe retenu à Bruxelles c'est celui de la responsabilité financière des producteurs en 1977 afin de résorber les accidents. Mais en 1976 ce financement par les producteurs eux-mêmes serait mis en place de façon indirecte : l'incorporation de poudres de lait dans les aliments du bétail va se traduire par une augmentation importante des coûts de production des porcs et de la volaille mais aussi du lait. Or les responsables de ces stocks, ce sont bien les industriels. Pour pallier ces stocks dont les causes sont la recherche du profit maximum, de nouvelles normes de production de plus en plus contraignantes seraient mises au point, qui auraient pour conséquence l'élimination des petits paysans.

Pour les petits producteurs de viande et les viticulteurs l'augmentation accordée à Bruxelles ne sera que du vent : en effet, pour la viande, l'augmentation du prix d'orientation est de 6,6 %. Mais le prix d'intervention, seule garantie pour le producteur, baisse de 93 à 90 % du prix d'orientation. Pour le vin, le prix fixé serait de 9,63 F le degré-hecto.

On est bien loin d'un prix de vente permettant un revenu décent aux viticulteurs !

Le miracle n'a pas eu lieu et Bonnet, en parodiant la réunion de Bruxelles devant Giscard, a bien montré la réalité des choses : les ministres à Bruxelles : une bande de «guignols» !

Toulouse

DES RACISTES A LA MAIRIE

La vermine fasciste et raciste occupe des strapontins à la mairie de Toulouse, tenue par le giscardien Baudis. On savait déjà que des dirigeants de groupes fascistes siégaient aux côtés de ce dernier. Un tract distribué récemment dans les boîtes aux lettres du 5é canton de Toulouse, par un adjoint au maire, le dénommé Antoine Oséte, à l'occasion des élections cantonales le confirme largement.

Voici ce qu'on peut y lire :

«Il n'est plus possible, le soir venu, de nous promener dans ce quartier chargé d'histoire sans rencontrer (et de quelle manière) l'un de ces étrangers inquiétants qui grouillent dans nos immeubles ou bien l'un de ces jeunes hirsutes et menaçants. Les agressions se multiplient ainsi que les outrages aux bonnes mœurs. Cela est inadmissible ! L'installation d'un commissariat de police place Arnaud-Bernard est donc une nécessité urgente. Cette installation permettra une surveillance et un quadrillage permanent de nos rues.

«S'il le faut (et nous pensons en haut lieu qu'il le faudra rapidement), nous prendrons des mesures radicales : élimination de ce quartier de tous les associaux et grâce à la rénovation, installation de Français respectables. Alors seulement, les honnêtes citoyens du 5è canton pourront marcher à nouveau dans nos rues la tête haute et sans crainte de voir nos filles violées ou nos enfants assassinés.»

Il s'agit là d'un appel au meurtre. D'ailleurs, dans ce quartier, des bandes fascistes se livrent chaque soir à des agressions, et des assassinats racistes y ont déjà été commis. Désormais, si de tels faits se reproduisent, les antiracistes connaîtront un des chefs des criminels. Il vient publiquement d'en revendiquer le titre.

Ce que revendique le maire, membre du PCF, de Fontenay-sous-bois :

«DES FLICS! ENCORE PLUS DE FLICS!»

Si à Toulouse, ce sont des fascistes qui demandent l'installation de commissariat, à Fontenay-sous-Bois c'est le maire soi-disant communiste.

Voici ce que ce prétendu représentant des travailleurs écrit dans une lettre au préfet :

«La délinquance ne cesse de progresser sans que des mesures soient prises pour assurer la sécurité que les habitants sont en droit d'attendre de vos services.

»En ma qualité de maire et de conseiller général, j'ai multiplié les interventions ces dernières années pour que l'on mette au service de notre commune les effectifs de police nécessaires, et qu'ils ne soient pas dévoyés de leur mission en les utilisant à d'autres fins que celles qui devraient constituer leur raison d'être.»

Plus loin, ce monsieur se félicite en ces termes :

«La municipalité a pour sa part pris une décision importante par l'octroi d'un local municipal, pour améliorer le renforcement du poste de police, installé maintenant, 5 Rue Notre-Dame, mais les mesures prises par vous, pour le renforcement en personnel et matériel, sont nettement insuffisantes.»

Et il conclut ainsi :

«Fontenay-sous-Bois qui approche les 50 000 habitants doit obtenir le commissariat qu'elle a projeté depuis plusieurs années.

»Prenant appui sur cette pétition, je vous demande une nouvelle fois et plus vivement que jamais, d'agir pour que soient dégagés les crédits nécesaires à la construction de ce commissariat qu'exige la sécurité des biens et des personnes de notre ville.

»Je vous demande d'étudier les effectifs de gendarmes de la brigade de Fontenay-sous-Bois, insuffisants pour une commune dont le développement rapide exige des mesures de sécurité toujours plus nombreuses.»

Comme quoi fascistes et dirigeants du PCF sont plus proches les uns des autres qu'il n'y paraît. Toujours plus de flics et de gendarmes ; toujours plus de répression, tel est leur programme commun.

Vive l'unité étudiants-travailleurs !

Dans les luttes, la volonté des étudiants de se solidariser avec les travailleurs se précise.

Notre correspondant à Lille nous informe de la venue à l'universtié de Lille d'une délégation des ouvrières de l'entreprise Desombre et du soutien des étudiants à leur lutte.

S'intégrant dans le mouvement national contre la réforme Soisson, les étudiants de Lille ont orienté la lutte dans le sens extrêmement positif en donnant aux revendications un juste contenu de lutte contre l'école capitaliste, avec notamment le mot d'ordre central : *«Ni chômeur, ni cadre au service du patronat ! du travail pour tous !»*

Ces mots d'ordre ont d'ailleurs permis de se démarquer de l'UNEF et du SNES-Sup qui pratiquent comme d'habitude leur politique de division et de trahison, et refusent de s'associer à ces mots d'ordre.

De plus en plus les étudiants rejettent cette politique des agents du PCF, comme notamment ce mercredi 10 mars où, réunis en assemblée générale, ils ont acclamé une délégation des travailleuses de l'entreprise Desombre, en grève depuis 5 mois, venues expliquer leur lutte.

A cette occasion, les étudiants ont préparé avec enthousiasme l'organisation d'un soutien aux ouvrières en lutte : dépôt d'une motion de solidarité mercredi 17 au cours d'une manifestation, soutien financier notamment par la vente de journaux expliquant leur lutte, d'autocollants, etc.

Cette action montre bien que de plus en plus, les étudiants voient de quel côté ils peuvent attendre un soutien, de quel côté il faut se tourner pour lutter contre le système capitaliste. Pour cela, l'heure n'est pas aux négociations à tout prix, aux conciliations, à l'opportunisme, mais à la lutte ferme et résolue dans l'unité d'action contre les défenseurs «de tout poil» du système capitaliste !

Correspondant HR

Les étudiants de Flers en assemblée générale aux ouvrières de l'usine Desombre (Fives)

Cher(e)s camarades,

Les étudiants de Flers, réunis en assemblée générale ce mercredi 10 mars 1976, vous apportent leur soutien total à votre lutte contre tout licenciement,

– parce que nous, étudiants, sommes aujourd'hui en lutte contre le projet Soisson, qui veut renforcer la mainmise du patronat sur l'université, face à la crise de l'économie,

– parce que, vous, ouvrières de Desombre, vous refusez la loi du patronat et refusez les licenciements,

– parce que nous, tous ensemble, ne voulons pas être chômeurs, parce que nous voulons du travail pour tous,

– parce que nous REFUSONS DE FAIRE LES FRAIS DE LA CRISE CAPITALISTE !

VIVE L'UNITÉ ÉTUDIANTS-TRAVAILLEURS !

Stagnation économique et difficultés monétaires en Europe

L'économie de l'Europe occidentale qui tourne à 90 % de sa capacité, a autant de chances de reprise que de stagnation estime le rapport publié aujourd'hui, de la Commission économique européenne de l'ONU.

«La récession s'est aggravée à tel point que, même avec des taux de croissance soutenue supérieurs aux tendances actuelles, il faudra longtemps pour ramener l'activité et l'emploi à un niveau normal», précise le document.

D'après lui, les taux de croissance ne dépasseront pas 3 % en Europe occidentale.

Le rapport conclut que *«les risques d'une nouvelle récession suivant une brève reprise ou une stagnation prolongée, doivent préoccuper les gouvernements tout autant que les risques d'une inflation persistance.»*

La tempête monétaire qui secoue actuellement les différentes monnaies occidentales ne peut qu'accentuer cette tendance, en témoigne la décision du gouvernement français, annoncée dimanche soir, de faire flotter le franc librement en suspendant sa participation au «serpent monétaire européen». Et ceci à l'heure où se profile une autre menace pour les pays de la CEE : celle d'un nouvel affrontement commercial avec les USA. Le 16 mars le président américain décidera en effet si les importations américaines d'aciers spéciaux en provenance de la CEE seront ou non contingentées, comme le réclament les monopoles de l'industrie sidérurgique américaine. Un peu plus tard il aura également à se prononcer sur les accusations de pratiques de «dumping» portées contre les constructeurs automobiles européens.

Expulsion d'un espion soviétique

Un ressortissant soviétique, Evgueni Fedorovitch Ivanov, âgé de 41 ans, a fait l'objet d'une mesure d'expulsion et a quitté Paris le 9 mars. Ivanov, qui était entré en France au début de février avec un visa de touriste, était en liaison avec les services secrets soviétiques.

Il avait déjà séjourné à Paris, comme «journaliste», lors du voyage de Brejnev en décembre 1974. Il s'était alors surtout occupé de surveiller des exilés politiques soviétiques et de se livrer à des pressions sur eux. Il était reparti avec Brejnev. Se sachant démasqué, il a cependant voulu revenir à Paris.

En janvier, il avait déposé une demande de visa à l'ambassade de France à Moscou, en modifiant son identité. De nouveau, il s'est livré à des pressions sur des exilés politiques.

la France des luttes

Claudel-Nestlé (Villedieu)

Succès du meeting de soutien aux délégués CFDT menacés de licenciement

Claudel est une fromagerie qui emploie 250 travailleuses et travailleurs et fabrique divers fromages (Camembert, Saint-Paulin, Petits «Villedieu», Fontines: fromages italiens).

En novembre 75, après le rattachement de Claudel au trust Nestlé, une restructuration affecte différentes usines Claudel de la région, réduction d'effectifs, suppressions de petites usines. A Villedieu (4 500 habitants) la nouvelle direction décide de frapper la section CFDT seule implantée :

- mutation du délégué syndical dans un autre service ;
- blocage des qualifications de 5 délégués CFDT.

C'est à ce moment qu'une grève sur les classifications de l'emballage et lavage camembert et contre la répression antisyndicale éclate.

Cette grève sera longue (3 semaines) et dure. La direction utilisera tous les moyens pour faire échec à cette grève : provocations, répression, faux bruits repris par la presse régionale, attitude «neutre» de la FNSEA (syndicat agricole). Les CRS interviendront pour vider l'usine occupée partiellement, montrant la collusion patronat-gouvernement en système capitaliste.

Après cette grève qui avait montré la détermination des travailleurs, la direction Claudel-Nestlé frappe : elle demande le licenciement de 4 délégués CFDT qu'elle accuse de la perte du lait et des fromages pendant la grève (150 000 F). La CFDT répond que seule la direction porte la responsabilité de ses pertes.

- Le 16-12-75 le CE refuse les licenciements.
- Le 30-12-75 l'inspection du travail refuse également.
- Le 6-01-76 la direction fait une requête auprès du ministre du Travail.

Il est évident que la direction cherche à liquider une section syndicale dont l'attitude combative nuit à ses plans de rentabilité. Mais c'est sans compter sur les travailleurs qui se mobilisent pour l'action. Ainsi l'initiative de ce meeting pour informer et mobiliser la population travailleuse locale. Soutenu par les paysans-travailleurs, ce meeting a réuni de nombreux travailleurs de Villedieu. L'intervention d'un délégué CFDT retraçait les étapes de la lutte et appelait à la mobilisation et au soutien des autres travailleurs pour riposter «à tous les niveaux» contre la répression et pour la défense du droit d'expression et d'organisation des travailleurs. Il fut chaleureusement applaudi, de même que des travailleurs du cuivre (Villedieu : «cité du cuivre») et des PTT qui manifestaient leur soutien.

Les interventions de l'UL CGT et du révisionniste local se bornèrent à leurs thèmes généraux habituels : attaques contre Giscard et vive le Programme commun.

Mais ces manœuvres de récupération risquent fort de rester infructueuses, car les travailleurs de chez Claudel ne s'en remettent qu'à eux-mêmes pour conduire leur lutte. Ils se méfient, non sans raison, des manœuvres des politicards bourgeois.

Ce meeting aura été un pas de plus vers la mobilisation des travailleurs de la région, un coup de plus contre l'isolement des luttes.

Correspondant H.R.

A noter, lors de la grève de novembre-décembre 75, à l'initiative de jeunes du «Quotidien du peuple» et de «l'Humanité Rouge», une collecte de soutien aux grévistes auprès des jeunes de la ville avait recueilli 300 F.

EDF-Informatique

La suite de la grève

Les services d'exploitation des ordinateurs à l'ÉDF sont répartis en 5 centres : Issy-les-Moulineaux, Clichy, Orléans, Lyon et Toulouse. Selon nos information la grève continue aujourd'hui à Orléans où la proportion du personnel des basses catégories est la plus importante. La grève avait débuté à Issy-les-Moulineaux (voir HR No 444) et malgré les manipulations de certains responsables syndicaux, le cahier de revendications contenait de bonnes choses, notamment les revendications des agents les plus mal-payés (ceux qu'on appellent les conducteurs de machine auxiliaire, les CMA) et la volonté d'associer les perforatrices, qui elles aussi sont mal payées pour un travail particulièrement pénible.

Après plusieurs manœuvres et une grande confusion, le personnel a repris le travail à Issy le vendredi 5 mars dans l'après-midi sans avoir obtenu satisfaction sur l'essentiel. La direction a seulement donné quelque chose aux agents déjà les mieux payés, mettant en pratique sa politique bien connue de division du personnel. Si cette grève se termine mal pour l'instant, c'est qu'elle a été mal préparée et mal conduite : en particulier seule l'informatique pure a été touchée, alors qu'il y a beaucoup de personnel dans les secteurs voisins. Notamment les sténo-dactylos ont une situation semblable aux perfos et rien n'a été fait pour lier les revendications des unes et des autres. Par contre là où le personnel travaillant sur les machines est en majorité, comme à Orléans, la grève se poursuit, les gars disant : *«tant qu'on a pas satisfaction concernant les agents les plus mal payés, on continue»*. Les agents de Clichy et d'Orléans sont même venus à Issy après la reprise du travail pour demander des explications aux responsables et discuter avec les gars de la base !

Quand on sait qu'Orléans fabrique les factures, avis de relance, lettres recommandées pour presque la moitié de la France, on mesure l'importance de l'action de ces agents. Nul doute que les manœuvres patronales seront importantes, nul doute aussi qu'il faudra continuer la lutte contre les dirigeants révisionnistes dont le seul objectif est d'empêcher les grévistes de prendre en main leurs propres affaires.

Si les agents d'Issy sont momentanément découragés, ceux d'Orléans sont bien déterminés et leur action mérite d'être largement popularisée.

Correspondant HR
Issy-les-Moulineaux

Hoover-Dijon

Grève illimitée avec occupation

A peine 5 mois après la première victoire obtenue par la lutte, contre les licenciements (HR No 352 et No 357, octobre 75) les travailleurs métallurgistes de chez Hoover à Dijon (920 employés) engagent à nouveau une lutte résolue, pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail.

C'est avec plus de 70 % du personnel que le débrayage a eu lieu mercredi matin à 9 heures à l'appel des sections CFDT et CGT (CFDT très majoritaire : c'est la section CFDT seule qui a impulsé et dirigé la lutte victorieuse d'octobre 75 contre les licenciements - une section CGT réunissant quelques employés a été montée juste après, avec notamment la participation d'un ancien de la CFT...). Dès 10 heures les jaunes de la CFT appelaient à reprendre le travail.

Les revendications sont :

- 360 F d'augmentation uniforme pour tous ;
- 5ème semaine de congés payés ;
- suppression du rendement ;
- 12 heures d'information annuelle pour le personnel.

A 9heures 30, une réunion avait lieu avec la direction ; celle-ci se maintenant à 4 % d'augmentation pour l'année, comme la veille, les grévistes réunis en AG ont voté très largement la grève illimitée avec occupation des locaux. Le soir même les grévistes ont organisé des équipes tournantes pour l'occupation.

C'est avec un enthousiasme et un optimisme très grands que les travailleurs de chez Hoover entrent à nouveau en lutte. Soutenons-les !

Correspondant Dijon

Gréve dans plusieurs Prisunic

Le personnel du prisunic Parly 2 est en grève depuis le 5 mars à 9 heures du matin. La grève est suivie à 98 % des 190 salariés.

Le salaire actuel d'embauche étant de 1 396 F brut, les employés demandent 1 700 F pour 40 heures et le 13ème mois à la place de la prime actuelle qui est surtout antigrève, ainsi que de meilleures conditions de travail.

Les personnels de Vélizy 2, Boulogne, Versailles sont également en grève.

Correspondant H.R.

Dans le trust DMC

NON AUX FERMETURES ! NON AUX LICENCIEMENTS !

Une usine textile employant 103 ouvriers menacée de fermeture dans les semaines qui viennent.

Sur les 15 000 habitants de la vallée, plus de 150 chômeurs auxquels viendraient s'ajouter ces travailleurs licenciés.

En 1954, 4 004 emplois ; en 1975, il n'en reste que 2 400 ! pendant que 700 paysans ont quitté la terre.

Ça ne peut plus durer !

Les travailleurs de Haffner ont réagi : au cours d'un meeting réunissant une centaine de personnes, à l'appel de l'UL-CFDT de Munster, ils ont obligé le conseiller général (UDR !) à signer une motion condamnant DMC, le trust textile auquel appartient Haffner, qui pour réaliser de plus grands profits jette 103 travailleurs à la rue.

Les travailleurs de Haffner s'organisent pour s'opposer à la fermeture de leur usine : toute la vallée est appelée à se mobiliser pour la défense de l'emploi.

Correspondant HR Colmar.

BATIMENT

Grève chez Pouteau (Rennes)

En grève depuis près de 2 semaines, les ouvriers ont appelé à la création d'un comité de soutien, qui s'est réuni le mardi 9 mars à la suite d'une manifestation organisée le matin.

Leur grève est une réponse aux attaques bourgeoises dont ils sont victimes depuis un certain temps. En octobre 1974, déjà, ils ont vu des réductions d'horaires imposées sans compensation de salaires, soit une perte de 6 % sur leur paye.

Les ouvriers cherchent à maintenir leurs acquis face aux attaques des employeurs conjointes à celles des directions syndicales qui ne les défendent pas, CGT et CFDT.

Les conditions de lutte sont dures ; les ouvriers doivent réapprendre à compter sur eux-mêmes et non se décharger sur les délégués syndicaux qui les trahissent.

Un exemple sur l'attitude des syndicats : lundi la direction organisé un vote avec l'assentiment de la CGT visant à faire reprendre le travail. Ce vote s'est heurté à la volonté de lutte des autres ouvriers ; ce fut un échec.

La CFDT elle n'a rien fait, le délégué est resté muet. Puis dans un second temps elle a tenté de prendre le train en marche, mais refuse de sortir le tract écrit par les grévistes eux-mêmes.

Voilà pourquoi les ouvriers ont décidé par eux-mêmes de populariser leur lutte, d'appeler la population à manifester. Parmi les mots d'ordre les plus repris, il y avait : *«Français, immigrés, une seule classe ouvrière»*, (80 % des ouvriers sont en effet étrangers). Trois fois nous avons changé l'«Internationale», le poing levé, particulièrement de mise.

Quelle que soit la tournure que prendra la grève, les ouvriers sauront montrer, face aux bourgeois et nouveaux bourgeois dirigeant la CGT, ce qu'est la classe ouvrière et sa détermination dans la lutte.

Un membre du
Comité de soutien

Gauchy (Aisne)
UN DIRECTEUR DE RHONE-POULENC-TEXTILE SÉQUESTRÉ

Par cette initiative, les travailleurs de l'usine de Gauchy entendent obtenir les garanties sur les menaces de licenciements qui pèsent sur 300 d'entre eux.

M. Lachaussée, directeur général adjoint de Rhône-Poulenc-Textile venu assister à une réunion extraordinaire du Comité d'entreprise à Gauchy, près de St-Quentin (Aisne) a été séquestré vendredi matin jusqu'au lendemain matin.

la France des luttes

Pour faire payer la crise aux travailleurs une nouvelle arme pour le patonat

L'application de nouvelles classifications

Dès le début de la crise, le patronat a utilisé les armes traditionnelles pour la faire payer aux travailleurs : licenciements et blocage du pouvoir d'achat notamment, acompagnés de tout l'arsenal de la répression pour briser la combativité des travailleurs et affaiblir les organisations syndicales. Estimant que l'existence d'un million et demi de chômeurs est de nature à museler la classe ouvrière, il entend bien ne pas en rester là. Partout c'est la recherche de l'augmentation de la productivité : les cadences sont accélérées, les travailleurs mis en pré-retraite ne sont pas remplacés. La référence exclusive à l'indice truqué de l'INSEE sert à abaisser le pouvoir d'achat. Le chômage partiel généralisé sert à pallier les à-coups des carnets de commandes. Les embauches sous contrats temporaires, l'emploi des intérimaires permettent de casser les organisations syndicales. La concentration accélérée du capital financier et industriel est habilement masquée par la floraison de petites filiales, dites autonomes. Les bénéfices sont camouflés derrière un réseau inextricable de liaisons financières. L'exploitation est renforcée par la création de sociétés de holding ou de groupements d'intérêt économique dont les bilans ne doivent pas laisser apparaître de résultats positifs.

La dernière trouvaille est «géniale» : en pleine campagne démagogique de «revalorisation du travail manuel», le syndicat patronal de la métallurgie — l'UIMM — élabore, avec la complicité de FO et de la CGC (syndicats de collaboration de classes, ô combien «représentatifs») un accord dit national sur de nouvelles classifications, signé le 21 juillet 75 et applicable le 1er avril 76. La tactique employée est simple : on tentera de l'imposer boîte par boîte, en arrachant si possible la caution des sections syndicales.

L'offensive est d'une telle ampleur, qu'elle vaut qu'on s'y attarde. Il nous a paru nécessaire de procéder à une série d'articles qui, après un rappel historique (la revendication ouvrière en matière salariale), attaquerait le problème de fond (la qualification), procèderait à un décorticage critique de l'accord, proposerait enfin des éléments de riposte, éléments que nous souhaitons voir enrichis par les contributions de lecteurs participant aux luttes.

Plusieurs sociologues ont observé qu'il y a une cinquantaine d'années, les travailleurs appuyaient leurs revendications d'une part sur l'évaluation de l'effort exigé par leur travail, le temps nécessaire pour l'exécuter, leur fatigue, etc, et d'autre part sur l'estimation qu'ils faisaient de la valeur de leur travail. Actuellement la dialectique introduite par une certaine tradition de négociations, marquées par l'institution de conventions collectives puis les tentatives de «politique contractuelle» change la motivation : divisant à l'extrême la masse des travailleurs, le patronat a réussi à ce que le salarié compare son revenu avec celui des autres catégories sociales. Dans «La société postindustrielle», A Touraine définit ainsi cette évolution : «La rémunération, dans son montant et dans ses formes est de plus en plus directement liée au fonctionnement général de l'entreprise et de l'économie. Liée à la production ou à la qualification, elle l'a été ensuite au rendement et enfin à la productivité. Aujourd'hui elle n'est jamais séparée des problèmes les plus généraux de la politique économique : le parallélisme de la croissance économique et de l'élévation du niveau de vie, la politique des revenus, l'inflation». Trois phases peuvent être distinguées :

1) L'immédiat après-guerre.

Le salaire doit s'adapter à la hausse considérable du coût de la vie, mais doit être aussi assez motivant pour faire accepter le «retroussons les manches». D'où d'un côté, les revendications relatives au minimum vital, à la majoration générale des salaires, aux primes de vie chere, à la baisse des prix, à l'échelle mobile. D'un autre côté, avec l'aide des syndicats, le rétablissement reconnu de la hiérarchie, concrétisé par l'établissement des fameuses grilles Parodi ou le statut de la fonction publique, mais aussi la volonté concertée de revaloriser telle ou telle profession, de réajuster les places respectives des diverses catégories professionnelles.

2) La modernisation de l'économie

Plus ou moins appuyés par FO et la CFTC, les patrons déclenchent une intense campagne en faveur de la productivité. Elle aboutit en 1950 au retour à la liberté des conventions collectives. Et c'est la prolifération des primes : primes d'assiduité destinées à lutter contre l'absentéisme ou les interruptions de travail ; primes de travail pénible ou dangereux, primes à la production, de technicité, de rendement et surtout primes de productivité encouragées par les décrets de 1955. Les organisations syndicales courbent le dos : leur tactique va consister à revendiquer l'extension des primes à d'autres catégories professionnelles ou à d'autres secteurs de l'activité. Puis l'intégration dans le salaire de base.

3) Avant la crise

C'est-à-dire pendant toute une période de relative expansion, sous la domination du gaullisme, l'accent veut être mis sur la «participation de tous aux fruits du progrès économique», sur la recherche proclamée d'une certaine justice sociale, sur la sécurité économique.

C'est la création du SMIC, indexé non seulement sur le coût de la vie mais sur l'essor de la production. Les organisations syndicales mènent de leur côté la bataille sur les indices du coût de la vie, les budgets-types, mais aussi sur les taux de croissance de la production intérieure brute (PIB). Elles soutiennent les revendications de garanties de ressources : l'accord Renault du 30.12.58 prévoit un «fonds de régularisation des ressources» ; les accords EDF de décembre 1969 et SNCF de janvier 1971 prévoient une nouvelle forme d'indexation sur le progrès de l'économie nationale.

Mais petit à petit, un autre type de revendication salariale voit le jour. Les travailleurs renouent avec une tradition : ils formulent de plus en plus leurs demandes en sommes, abandonnant la référence exclusive aux pourcentages. Le patronat se place alors sur la défensive : c'est lui qui se réfugie alors derrière l'application stricte des grilles Parodi, ne cédant ici ou là que devant la combativité des travailleurs. Dans le même temps, il déclare que ces grilles sont dépassées, ne correspondent plus aux améliorations de la technique, qu'il faut les réétudier, c'est-à-dire se mettre d'accord sur les critères de qualification.

Quelle est la portée d'une bataille sur les qualificaations ? C'est ce que nous tenterons de cerner dans notre prochain article en examinant les différents aspects qu'elle peut prendre.

(à suivre)

Refusons de payer la crise !
Contre la nouvelle grille des classifications, forgeons notre unité à la base et dans l'action !

Montbéliard

Au cycles Peugeot la lutte continue

L'usine est occupée depuis vendredi 5 mars à midi avec d'importants piquets de grève. La classe ouvrière des cycles fait preuve d'une grande détermination. Pour toute réponse Peugeot envoie des menaces de licenciements et, lundi 8 mars des commandos de cadres et de pantins de la CFT. Ils onts forcé les piquets de grève et ont appelé les travailleurs à reprendre le travail. Aussitôt, près de 1500 ouvriers sont entrés dans l'usine portes ouvertes pour nous exprimer leur solidarité et s'inscrire aux piquets de grève. Ce même commando a casssé les portes du bâtiment 70 où l'on fabrique des pots d'échappement pour Sochaux, et tenté de sortir la production par camions. Ils ont été expulsés comme des malpropres par les grévistes soutenus par la population de Beaulieu, les portes ont été refermées et barricadées, ceux qui n'étaient pas encore dans la lutte se sont mis à nos côtés. A Sochaux, les 504 sortent sans pots d'échappements avec un bruit infernal, la chaîne 604 est arrêtée. Ils démontent les pièces sur le parc pour les remonter sur les chaînes. La combativité de la lutte se propage et grandit dans toutes les usines alentour, de nombreux ouvriers de Sochaux viennent discuter avec les grévistes et sont enthousiasmés par notre détermination et par nos revendications qui ne sont pas pour plaire aux dirigeants du faux parti communiste français, eux qui sont pour les augmentations hiérarchisées. Les permanents locaux de la CGT commencent leur sale travail de division, se mettent en avant dans tous leurs tracts et se servent de la lutte des travailleurs pour faire des adhésions. A Sochaux,un tract CGT déformait nos revendications : 300f d'augmentation égale pour tous transformé en «une augmentation des salaires».

Les travailleurs des cycles sauront déjouer ces sombres manœuvres et les trahisons qu'elles préparent.

Correspondant HR.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Le numéro de la 2è quinzaine de mars est paru. Numéro spécial sur les luttes menées par les viticulteurs il comporte notamment à son sommaire :

— un éditorial : travailler, vivre au pays.
— une enquête : 35 000 viticulteurs luttent pour la survie.
— un entretien avec des petits viticulteurs.
— une revue de la presse.
— et diverses informations sur les récentes manifestations et autres actions menées par les petits viticulteurs, sur l'assassinat de l'un d'entre eux à Montredon, sur les importations de vin, sur Jean-Baptiste Doumeng, etc.

DIFFUSEZ LARGEMENT CE NUMÉRO SPECIAL VITICULTEURS

Passez vos commandes à L'Humanité rouge
BP 61 75861 Paris Cedex 18
Prix de l'exemplaire : 1,50 F

Abonnements

15,00 F par an pli ouvert
30,00 F par an pli fermé
Adresse provisoire :
à la Faucille : Humanité rouge BP 61 — 75861 Paris Cedex 18.
CCP Humanité rouge : 30 226 72 La Source

VENEZ NOMBREUX AU MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE TUNISIEN

20 MARS 1956
20 MARS 1976

TUNISIE

20 ANS DE LUTTE
20 ANS REPRESSION

Le régime du parti unique déstourien excerce son pouvoir absolu depuis 20 ans sur la Tunisie. Trahissant les aspirations fondamentales du peuple tunisien à la Liberté, la Démocratie et l'Independance, il a mis sur pied un Etat policier répressif pour mieux servir les interêts des puissances impérialistes.

Ouvriers, paysans, intellectuels et étudiants sont impitoyablement réprimés, pourchassés, dépossédés, emprisonnés, torturés.

Le contôle absolu des moyens d'information rend impossible toute libérté d'expression.

Le règne des polices officielles et parallèles instlle la terreur dans la rue , les lieux publics, les facultés et les écoles.

Dans les prisons, les militants tunisiens victimes de procès arbitraires répétés sont menacés dans leur santé et privés du soutien de la justice.

Les ouvriers sont réprimés sur les lieux du travail et exposés au chantage du chômage.

La campagne tunisienne se dépeuple et l'immigration grossit d'une façon alarmante.

L'endettement du pays nous rappelle la période douloureuse précoloniale.

La jeunesse tunisienne est de nouveau menacée par l'analphébétisme par la politique séléctive et de classe, de l'enseignement.

Autour des luttes du Peuple Tunisien, un mur de silence est élevé grâce aux complicités impérialistes internationales.

IL FAUT BRISER CE MUR DE SILENCE, FAIRE CONNAITRE CES LUTTES A L'OPINION DEMOCRATIQUE, PROGRESSISTE ET REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALE ET RECLAMER :

- AMNISTIE GENERALE POUR LES VICTIMES DE LA REPRESSION
- LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES
- LIBERTES DEMOCRATIQUES POUR LE PEUPLE TUNISIEN

MEETING

A LA MUTUALITE SALLE B
LE 17 MARS 1976 A 20 h
Metro Maubert-Mutualité (Paris 5)

Organisé par Le COMITE d'INFORMATION et de DEFENSE des VICTIMES de la REPRESSION en TUNISIE

Avec la participation de : CSP-UGET(Paris) UTIT (Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens) , EL AMEL TOUNSI, Mouvement de l'Unité Populaire (Paris), EL HAKIKA

٢٠ مارس ١٩٥٦ — ٢٠عاما من النضال
١٠ مارس ١٩٧٦ — ٢٠عاما اضطهاد

تونس

منذ عشرين سنة ،يمارس النظام الدستوري (الحزب الواحد) سلطته المطلقة على تونس وحتى يخدم اكثر مصالح القوى الامبريالية وكرّ جهاز الدولة البوليسي ، التعسفي مكرسا بذالك خيانته للمطامح الاساسية للشعب التونسي في الحرية والديمقراطية والاستقلال

- عمال ، فلاحون ، مثقفون و طلبة و كل الجماهير الشعبية تتعرض بصورة وحشية للتعسف والمطاردة والاعتقال والتعذيب وللتقتيل
- المراقبة المطلقة لوسائل الاعلام تجعل اى امكانية لحرية التعبير مستحيلة
- الحضور المستمر لاجهزة البوليس الرسمية و غير الرسمية ينشر الرعب في الشوارع والكليات والمدارس.
- في السجون حرم المناضلون ضحايا المحاكمات الملفقة والمشكوك ، ومن مائدة العدالة . ان حياتهم معرضة للخطر نتيجة الامراض التي تصيبهم والتي لا يجدون لها العلاج
- في اماكن عملهم يتعرض العمال لشتى انواع التعسف والحرمان والبطالة تهددهم يوما
- الديون التي تكبل البلاد التونسية تذكرنا بعهد ما قبل الاستعمار
- الشباب التونسي مهدد من جديد بالامية نتيجة السياسة الانتقائية والطبقية المطبقة في ميدان التعليم
- ان من نتائج تآمر الامبريالية العالمية على الشعب التونسي هي اقامة جدار من الصمت حول كل النضالات التي يخوضها

فعلينا لتحطيم هذا الجدار، وعلينا بالتعريف بنضالات الشعب التونسي لدى الراى العام الديمقراطي العالمي ، التقدمي والثوري

ولنطالب :

- بالعفو العام لكل ضحايا القمع
- باطلاق سراح كل المناضلين السياسيين
- وبالحريات الديمقراطية للشعب التونسي

مهرجان عام في قصر "الموتيالتي" قاعة "ب"
يوم الاربعاء ١٧ مارس
الساعة ٨ ليلا
٩٦ نهج سان فكتور باريس 5
بتنظيم: لجنة الاعلام والدفاع عن ضحايا القمع في تونس
بمشاركة: لجنة الفرع المؤقتة للاتحاد العام لطلبة تونس - اتحاد العمال المهاجرين التونسيين - العامل التونسي - حركة الوحدة الشعبية (باريس) - الحقيقة -

Pour tenter d'expulser des gitans

LA MUNICIPALITE PCF DE LA COURNEUVE A RECOURS AUX FLICS

Jeudi dans la matinée, la police est intervenue à la Courneuve, banlieue nord de Paris, pour déloger manu militari des gitans qui s'étaient installés, avec leurs caravanes, sur un terrain vague qui fait face à la cité dite «de 4 000 logements». Les gitans ne se sont pas laissés faire. Aux flics qui venaient ainsi les expulser par la force, ils ont opposé la force. Et c'est à coups de fusils qu'ils ont obligé les flics à battre en retraite. Ceux-ci d'ailleurs se sont repliés bien vite, et ont couru faire appel à une compagnie de CRS pour faire leur sale boulot.

A La Courneuve, municipalité PCF, les gitans en sont réduits à errer depuis plusieurs mois de terrain vague en terrain vague. La municipalité les chasse dès qu'ils s'installent quelque part. Et jeudi encore ce sont ces prétendus communistes qui siègent à la mairie qui avaient été chercher les flics pour expulser les gitans.

Ce n'est d'ailleurs pas le premier forfait de ces notables du parti de Marchais. Bien au contraire, le comportement qu'ils ont eu le 11 mars vis-à-vis des gitans, on peut le retrouver en permanence, quotidiennement, dans l'attitude raciste et répressive qu'ils ont à l'égard des masses populaires. Ainsi par exemple, tout comme leurs homologues de la commune voisine de Saint-Denis, les faux communistes de la municipalité de La Courneuve interdisent la langue arabe aux travailleurs immigrés — et pas seulement en paroles — de s'installer dans des cités de HLM du genre de la «cité de 4 000 logements»... Et cela sous le prétexte, ultra-raciste, que, lorsqu'ils dépassent un certain pourcentage par rapport à la population globale, les immigrés provoquent, par leur seule présence, des réactions racistes de la part des travailleurs français !!

Décidément, chaque jour vient en apporter de nouvelles preuves, les faux communistes du genre de ceux qui siègent à la municipalité de La Courneuve font bien partie intégrante de la bourgeoisie. Ils constituent cette nouvelle bourgeoisie bureaucratique de parti qui aspire à occuper la place des Giscard, des Chirac, des Poniatowski et autres dans les fauteuils du gouvernement et le plus hautes sphères de l'appareil d'Etat. Et, soyons tranquilles, ce qu'ils font déjà dans les usines et les quartiers le prouve suffisamment, ils n'ont rien à envier à la bourgeoisie «classique» des Républicains indépendants et autres UDR pour ce qui est du mépris de la classe ouvrière et des masses populaires, rien à lui envier pour ce qui est de l'oppression et de la répression violente des mouvements de lutte des masses.

DES COLLECTIONS COMPLETES DE

l'Humanité rouge

quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

sont disponibles.

Elles comportent plus de 230 exemplaires, depuis les numéros d'essai du quotidien jusqu'aux numéros paraissant actuellement. Leur prix ? ... 100 F seulement.

Passez vos commandes à L'Humanité rouge - administration BP 61-75 861 Paris Cedex 18.

UNE RECENTE PUBLICATION DES ÉDITIONS DU CENTENAIRE DANS LA COLLECTION «TIERS MONDE EN LUTTE»

UN SEUL COMBATTANT SUPREME : LE PEUPLE

DISCOURS PRONONCÉ LE 17 OCTOBRE 1975 PAR UN REPRÉSENTANT DU JOURNAL

«LE TRAVAILLEUR TUNISIEN» (EL AMEL TOUNSI)

LORS D'UN MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DE LA RÉPRESSION DE BOURGUIBA

Passez vos commandes à E - 100
24, rue Philippe de Girard — 75010 Paris
Prix : 3,00 F

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

culturel

Sports

Football américain en France

Une guerre sans armes à feu. C'est à peu près la définition que l'on pourrait donner au football américain: Le football américain est une sorte de bâtard entre le rugby «classique» et le football canadien. Onze joueurs de chaque côté, une stature impressionnante et un poids imposant (environ 100 kilos) pour chaque joueur.

Le joueur de foootball américain c'est un homme casqué, mâchoires et visage protégés par une grille, des genouillères, des protections un peu partout. C'est la silhouette des monstres du film de fiction Rollerball. La parenté avec le film ne s'arrête pas à la silhouette des joueurs, mais concerne plutôt l'idéologie et la conception du sport. Produit typique de la société américaine, le football américain est le sport qui glorifie le *«mâle»* dans toute sa puissance. Ce sont vingt deux bêtes sur le terrain qui s'affrontent sauvagement devant un public essentiellement fémnin. Le football américain c'est la conception réactionnaire du sport poussée à l'extrême : payés pour cela — des professionnels très cher rémunérés pour courir les dangers d'accidents — les hommes-bêtes se livrent à une véritable guerre où tous les coups sont permis : une saison de football américain fait une moyenne de 30 à 40 morts ! Le fait que ce sport soit prochainement introduit en France, montre à quel point en est la main mise du «professionnalisme» en France et la conception réactionnaire du sport et des profits que certains comptent faire.

Télévision

Publicité accrue sur TF1 et A2

UN SEUL CHEF D'ORCHESTRE, LA BOURGEOISIE

Dans son numéro de dimanche et de lundi, le quotidien «Le Monde» aborde le problème de la concurrence entre les 2 chaînes de télévision TF 1 et A 2. Cette affaire préoccupe beaucoup le gouvernement comme les patrons. En effet, ce nouvel état de chose pour l'ex-ORTF a pour conséquence — une des plus évidentes et des plus graves — de permettre l'invasion de la publicité sur les ondes télévisées.

L'instauration du système concurrentiel en matière de télévision, avait pour but, selon la bourgeoisie capitaliste d'améliorer la qualité des émissions et d'assurer une meilleure autonomie des chaînes. En fait la situation, non seulement ne semble guère changée, mais encore révèle une prise en main encore plus forte de la bourgeoisie sur la télévision qui se justifie par cette notion de «concurrence».

Ainsi le prouvent toute la campagne sur la violence directement orchestrée par le ministre de l'Intérieur Poniatowski (voir l'interdiction d'un film qui relatait une prise d'otages), toute la campagne également menée contre les luttes des petits viticulteurs et directement organisée par le même ministre.

L'introduction et le développement de la publicité sur les chaînes TF 1 et A 2 n'est pas le fait, comme l'affirment les spécialistes du PCF pour justifier leur politique, de la concurrence mais bien de la bourgeoisie et de ses représentants Giscard et Cie.

Les recettes de TF 1 devront être assurées en 1976 à 60 % par la publicité (contre 59 % en 1975) et celles d'A 2 à 46 % (contre 40 %). C'est Giscard et la bourgeoisie capitaliste qui le veut. Chaînes d'État, chaînes privées ou concurrentielles, autant de mots qui servent à cacher que c'est la bourgeoisie qui dirige. TF 1 et A 2 sont concurrentes ? C'est-à-dire qu'elles ont la liberté de voir un «transfert» commandé par la bourgeoisie, de 10 millions de recettes publicitaires de TF 1 pour A 2.

Même la valse n'est pas terminée : 10 millions de redevance sont reversées à TF 1. Tout cela pour qu'en 1980 autant TF 1 que A 2 devront être financées pour moitié par la redevance et pour moitié par la publicité.

Qu'en pensent les «petits copains» de la publicité ? «Nous sommes satisfaits de la concurrence, dit Laurent Templier, PDG de l'Association des agences conseils en publicité, TF 1 et A 2 ont acquis une mentalité commerciale. C'est un monde qui nous paraît normal».

Alors, tout est bien, les patrons sont contents du travail de leur gouvernement. Concurrence, nationalisation, ou n'importe quelle autre salade, peu importe pour la bourgeoisie pourvu qu'elle puisse continuer à tirer les ficelles pour son profit.

Comment Yukong déplaça les montagnes

Dans 4 salles :

St-Séverin — 12, rue St-Séverin 5è (métro St-Michel) — tél. 033-50-91 :
L'usine de générateurs — Les artisans — Une histoire de ballon.

Galande — 8,10, rue de la Harpe 5è (métro St-Michel) — tél. 033-35-40 :
Le village de pêcheurs — Une caserne — Entraînement au cirque de Pékin.

Git-le-Cœur — 12, rue Git-le-Cœur 6è (métro St-Michel) — tél. 326-80-25 :
Autour du pétrole — Le professeur Tsien — Impressions d'une ville : Shanghaï — Répétition à l'Opéra de Pékin.

St-André-des-Arts — 30, rue St-André-des-Arts 6è (métro St-Michel) — tél. 326-48-18 :
La pharmacie — Une femme, une famille.

Poème

Cantonales

Le monde tourne,
puissantes machines
Où le piston d'acier
De la classe opprimée
Mûrit puissamment
La contradiction principale
Et voilà qu'aujourd'hui,
grande classe ouvrière
Tu te retrouves vouée à
l'adoration
Des images pieuses affiches
électorales
Où l'on te propose entre
cent lessives
Et dix illusionnistes
«Pour ne pas être trompé»
Le candidat grassouillet
Tourneur de son état
Qui n'a pas vu un tour
Depuis quinze ans
Qu'il est bureaucrate
permanent
Dans le fauteil cuir sénateur
Du siège local d'un parti
Qui se proclame encore
«COMMUNISTE»

Hommes aux mains brûlées
par l'acide
A la jambe broyée
par l'ensileuse
Femmes aux genoux
cagneux
De s'être penchées sur
les ménages
Des autres
Peuple du travail salarié
au minimum vital
Comment te reconnaître
Dans ces fraîches minettes
Ou ces hommes sérieux
Aux montures d'argent
«Qui font changer
Le ton des discussions
Au conseil général»
AS-TU BESOIN
D'INCANTATION ?
Autrefois les slogans
C'étaient ceux du Parti
C'étaient aussi les nôtres
Hors de notre lutte
De notre mobilisation
De notre solidarité
Pas de progrès
Pas de victoire possible
Pour reprendre le combat
A demain, avec vous,
camarades

Un lecteur de Nantes

LE SOUFFLE N°3

Contre-révolution culturelle en Hongrie / Espagne : Tâches urgentes sur le front culturel / Introduction à la littérature palestinienne / Travailleur ! Prends la plume et le pinceau pour la révolution / Histoire de la musique prolétarienne en Allemagne (1919-1933) / Le PCF et le logement / Essor du cinéma albanais.

Ce numéro 3 vaut 4 F. L'abonnement pour un an est de 16 F, 24 F en pli fermé et 20 F en soutien.

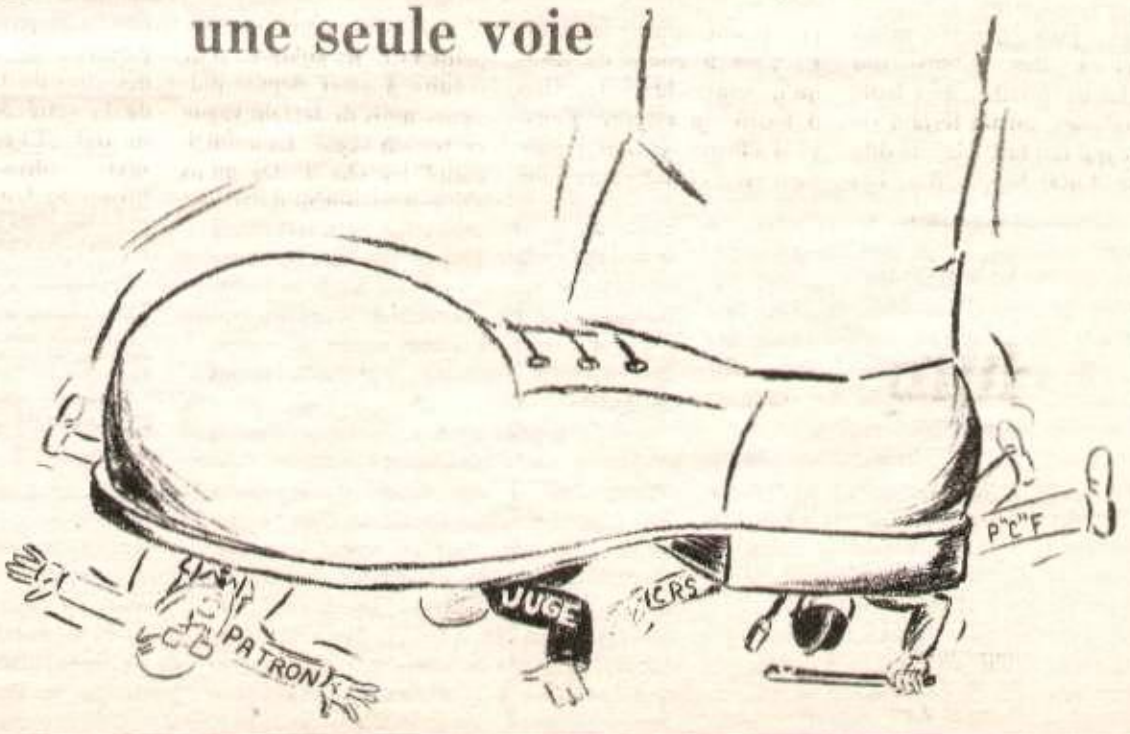
L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?

CINÉMA LE MARAIS
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4è
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES

Vu par Lucien

Fougères: Pour les travailleurs, une seule voie



la Commune de Paris, premier état de dictature du prolétariat

Imposée et défendue les armes à la main (1)

Le 19 juillet 1870, Napoléon III déclarait la guerre à la Prusse. Le 2 septembre, le commandement français signait à Sedan un acte de capitulation et plus de 80 000 soldats et officiers, l'empereur en tête, se rendaient sans condition. Cette défaite cinglante sonnait le glas de l'empire et le 4 septembre 1870, acclamés dans toute la France, les ouvriers de Paris escaladaient l'Hôtel de Ville et proclamaient la République.

Le pouvoir était alors usurpé par ces autres représentants de la bourgeoisie, les réactionnaires Trochu, Ferry, Favre et à leur tête Thiers. L'ennemi était aux portes de Paris. Et dans cette extrémité le peuple avait permis aux députés parisiens de l'ancien corps législatif de se constituer en «gouvernement de la Défense nationale».

Tous les Parisiens en état de porter les armes étaient entrés dans la Garde nationale et s'étaient armés. De sorte que dans sa grande majorité la Garde nationale était désormais composée d'ouvriers. Puis le Comité central des vingt arrondissements était constitué et à son tour il créait dans chaque arrondissement des comités de vigilance formés d'ardents révolutionnaires. L'un des premiers actes du Comité central fut d'apposer sur les murs la volonté du peuple de Paris sous forme d'une affiche rouge portant ces simples mots : «La levée en masse ! L'accélération de l'armement ! Le rationnement !»

Peu après le 4 septembre, rapporte Louise Michel, alors même que les promesses et les déclarations que faisait le gouvernement sur sa volonté de résister annonçaient sa reddition, «Chacun touvait le temps pour s'exercer au tir dans les baraques... Paris voulant se défendre veillait sur lui-même».

En face des Parisiens, le gouvernement dit de Défense nationale se préparait à capituler. Le 20 septembre, Jules Favre revenait en cachette de Ferrières où il était allé demander à Bismarck ses conditions de paix. Trochu venait de déclarer loin du peuple : «La résistance est une folie héroïque» ; son chef d'État-Major disait dans les coulisses : «Nous ne pouvons pas nous défendre ; nous sommes décidés à ne pas nous défendre». Picard : «On se défendra pour l'honneur, mais tout espoir est chimérique». Crémieux : «Les Prussiens entreront dans Paris comme un couteau dans du beurre». Mais ce gouvernement, qui déclarait impossible toute défense, en réclamait malgré tout la direction sans partage. La bourgeoisie craignait comme la peste que le peuple en armes se mit à combattre hors de tout contrôle.

Aussi l'opposition entre le gouvernement composé presque uniquement de bourgeois et le prolétariat armé ne tarda pas à éclater. Le 31 octobre, des bataillons d'ouvriers assaillirent l'Hôtel de Ville et firent prisonniers une partie des membres du gouvernement. Mais, la trahison, un véritable parjure de la part du gouvernement et l'intervention de quelques bataillons de petits bourgeois devaient leur rendre la liberté, et pour ne pas déclencher la guerre civile à l'intérieur d'une ville assiégée par une armée étrangère, on laissa en fonction le même gouvernement.

Puis, malgré l'insistance des travailleurs de Paris à réclamer des sorties pour repousser l'armée prussienne, ce fut le 19 janvier seulement que ce gouvernement consentit à laisser la Garde nationale tenter de reprendre Montretout et Bucenval.

Le gouvernement jurant toujours qu'il ne se rendrait jamais essayait d'imposer le silence aux comités de vigilance, aux chambres fédérales, aux clubs ; alors tout devint club, la rue fut tribune, les pavés se soulevaient d'eux-mêmes.

Et puis le 28 janvier, le gouvernement de Thiers capitulait. Tous les forts étaient abandonnés, les fortifications désarmées, les armes de la ligne et de la garde mobile livrées, elles-mêmes considérées comme prisonnières de guerre. Mais la Garde nationale conserva ses armes et ses canons et ne se mit que sur un pied d'armistice avec les vainqueurs.

Pendant la guerre, les ouvriers parisiens s'étaient bornés à exiger la continuation énergique de la lutte. Mais, maintenant qu'après la capitulation de Paris la «paix» allait se faire, Thiers était forcé de s'en rendre compte : la domination des classes possédantes se trouverait constamment menacées tant que les ouvriers parisiens resteraient armés.

Le peuple en armes prêt à repousser les assauts de la bourgeoisie et à la vaincre

Aussi, dans les coulisses, le gouvernement se préparait à désarmer le peuple. Thiers qui voyait à travers le développement des forces révolutionnaires dans la capitale une grave menace pour son gouvernement réactionnaire, décida de lancer une attaque contre le prolétariat parisien et de s'emparer des armes de la Garde nationale. Le 18 mars à 3 heures du matin les troupes de Thiers se dirigeaient vers les points où se trouvaient les canons de la Garde nationale. Pendant quelques heures il put croire à sa victoire, ses troupes commencaient à atteler des chevaux pour emmener les canons. Lissagaray rapporte qu'alors «les femmes partirent les premières... Elles entouraient les mitrailleuses, interpellaient les chefs de pièce : "C'est indigne ! Qu'est-ce que tu fais là ?" Les soldats se taisaient... A 8 heures, trois cents officiers et gardes remontent le boulevard d'Ornano. Un poste de soldats du 88é sort, on leur crie : "Vive la République !» Ils suivent. Le poste de la rue Dejean les rallie et, crosse en l'air, soldats et gardes confondus gravissent la rue Muller qui mène aux buttes tenues de ce côté par les soldats du 88é. Ceux-ci, voyant leurs camarades mêlés aux gardes, font signe de venir, qu'ils livreront passage... Un grand nombre d'autres gardes, la crosse en l'air, des femmes et des enfants débouchent sur le flanc opposé... Lecomte cerné commande trois fois le feu. Ses hommes restent l'arme au pied. La foule se joint, fraternise, arrête Lecomte et ses officiers». Un peu plus tard «trois coups de canon tirés à blanc annoncent à Paris la reprise des buttes».

«A la gauche de Lecompte, le général Paturel a vainement essayé de faire descendre par la rue Lepic quelques-uns des canons du Moulin de la Galette. La foule a arrêté les chevaux, coupé les traits, pénétré les soldats et ramené à bras les canons sur les buttes ; les soldats qui gardent le bas de la rue, la place Blanche, ont levé la crosse en l'air».

Répondant à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire de masse, le prolétariat avait engagé place Pigalle une bataille décisive et avait arraché sa première victoire : la folle offensive de Thiers était repoussée à Montmartre.

Thiers et son gouvernement s'étaient réfugiés aux Affaires étrangères. Quand il sut la débandade de ses troupes, il donna l'ordre de les faire replier sur le champ de Mars. Vers 15 heures, les bataillons populaires parisiens défilèrent devant le refuge des capitulards. Les ministres se crurent perdus. Thiers se sauva par un escalier dérobé et partit pour Versailles.

Auparavant le Comité central de la Garde nationale s'était réuni en session extraordinaire et avait donné l'ordre d'occuper le ministère de la Guerre, l'Hôtel de Ville et d'autres édifices gouvernementaux. La lutte armée s'étendait rapidement et les victoires se succédaient.

Les bataillons fédérés debout poursuivaient leur offensive. Les généraux Lecomte et Clément Thomas étaient passés par les armes. L'un des responsables de la Garde nationale, Brunel, enveloppait la caserne du Prince-Eugène occupée par le 120é de ligne, tout prêt à fraternisé. On laissa forcer les portes. Le commandant entouré d'officiers voulant prendre des airs, Brunel fit coffrer tout le monde... L'imprimerie nationale était occupée vers 17 heures... Deux heures et demie après, alors qu'une autre caserne s'était rendue, l'Hôtel de Ville était cerné.

La bourgeoisie son gouvernement et son armée étaient vaincus. Thiers qui avait lancé un appel à la Garne nationale avait subi un cinglant échec : sur 300 000 gardes nationaux, 300 seulement l'avaient suivi à Versailles. Mais il eût fallu que les ouvriers parisiens ne se contentent pas de chasser Thiers, qu'ils le poursuivent sans attendre dans sa retraite versaillaise, pour empêcher qu'il ait le temps de réorganiser ses forces.

C'est bien par la violence révolutionnaire que le prolétariat avait remporté cette victoire, mais à coup sûr la Garde nationale s'était montrée trop clémente à l'[illegible] des réactionnaires vaincus. Engels devait déclarer : «La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle ne s'était pas servie de cette autorité du peuple armé face aux bourgeois ? Ne peut-on, au contraire, lui reprocher de ne pas s'en être servie assez largement ?»

Dix jours après la Commune était proclamée. Le lendemain elle décrétait qu'«aucune force militaire, autre que la garde nationale, ne pourra être créée ou introduite dans Paris».

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

COMMUNE DE PARIS

La Commune de Paris DÉCRÈTE :

1° La conscription est abolie ;

2° Aucune force militaire, autre que la garde nationale, ne pourra être créée ou introduite dans Paris ;

3° Tous les citoyens valides font partie de la garde nationale.

LA COMMUNE DE PARIS.

Toute une série d'autres décrets devaient ensuite être pris. Ils visaient à détruire la vieille machine de l'État bourgeois et à améliorer les conditions de vie et de travail du peuple. La Commune imposait par les armes, le premier État de dictature du prolétariat.

La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte.

L'instrument politique de son asservissement ne peut servir d'instrument politique de son émancipation.

Karl Marx

Mais bientôt en collusion avec l'armée prusienne, Thiers lance ses troupes contre Paris. Début mai, il commence à lancer des obus sur les masses populaires parisiennes. La riposte que lui opposent les travailleurs en armes est forte.

Mobilisation des masses populaires pour défendre la Commune

Des femmes du peuple demandent des armes au Comité de salut public pour défendre comme tous les travailleurs la Commune et la République. Immédiatement le Comité de salut public répond à leur appel et la 1ère compagnie de citoyennes volontaires est organisée et armée.

Charles Delescluze, délégué civil à la Guerre, et le Comité de salut public lancent des appels, tel celui-ci :

«Au peuple de Paris,

A la garde nationale,

Citoyens,

Assez de militarisme, plus d'États-Majors galonnés et dorés sur toutes les coutures ! Place au peuple, aux combattants aux bras nus ! L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné.

»Le peuple ne connaît rien aux manœuvres savantes ; mais quand il a un fusil à la main, du pavé sous les pieds, il ne craint pas tous les stratégistes de l'école monarchiste.

»Aux armes ! Citoyens, aux armes ! Il s'agit, vous le savez de vaincre ou de tomber dans les mains impitoyables des réactionnaires et des cléricaux de Versailles, de ces misérables qui ont, de parti pris, livré la France aux Prussiens, et qui nous font payer la rançon de leurs trahisons !...»

Les représentants du prolétariat parisien organisaient la défense, lançaient des appels aux soldats lancés par Thiers, leur expliquant que : «Lorsque la consigne est infâme, la désobéissance est un devoir». Et les Versaillais subirent encore nombre de revers.

Mais ils ne reculèrent devant aucun crime.

Le premier convoi de prisonniers parisiens amené à Versailles fut l'objet des pires atrocités.

Ce n'est que le 28 mai 1871 que les derniers défenseurs de la Commune succombèrent sur les hauteurs de Belleville et de Ménilmontant.

Néanmoins la glorieuse Commune de Paris allait demeurer immortelle. Immortel le premier État de dictature du prolétariat que le monde ait connu ! Le 23 mai 1871 Karl Marx disait : «La fin semble proche mais même si la Commune était écrasée, la lutte ne sera que différée. Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent pas être anéantis ; ils ne cesseront de s'imposer jusqu'au jour où la classe ouvrière obtiendra son affranchissement.»

Directrice de publication : Suzanne Marty — Distribution : NMPP — IMP. La Nouvelle No 756757575 — Dépôt légal : 1er trimestre 1976